

Pour transformer la situation à Gauche

« développer
une
force
politique
autonome »



EN dépit de la constante aggravation de la situation économique et sociale, — taux d'inflation dépassant 12 %, augmentation du chômage, nouvelle hausse des prix et des tarifs — le pouvoir réussit à imposer sa politique de restructuration et d'austérité, sans se heurter à une riposte suffisante pour le faire reculer.

Les luttes demeurent limitées à telle entreprise ou à telle catégorie, et si un exemple comme la lutte des travailleurs d'Alstom rappelle les possibilités d'une action unie, d'autres, comme le conflit d'Usinor-Denain, montrent à quel point la division politique retentit dangereusement sur le terrain social. Cependant les élections prud'homales prouvent que dans leur immense majorité, les travailleurs font confiance aux organisations syndicales représentatives et conservent un potentiel de lutte réel.

En réalité, c'est la détérioration de plus en plus accentuée du climat politique à gauche qui prive de perspectives les travailleurs et les masses populaires. Elle donne au pouvoir giscardien la possibilité de gérer sans trop de difficultés la crise politique et morale du régime atteint par de multiples scandales — affaire Boulin, affaire des diamants, etc. — et par la division de plus en plus profonde de sa majorité : Raymond Barre en arrive à gouverner en se passant des votes de l'Assemblée, illustrant le caractère anti-démocratique du régime.

Quant au R.P.R., lui-même divisé, il poursuit un double jeu à l'égard du pouvoir giscardien, entre le soutien au nom de l'intérêt global des classes dirigeantes et l'opposition au profit d'intérêts individuels et de certaines couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Sous le couvert d'une idéologie plus ou moins gaulliste, d'indépendance nationale et de salut public, un rapprochement s'esquisse entre certains dirigeants du P.S. et du R.P.R.

LA D.P. du P.S.U. dénonce toute tentative de compromis avec tel ou telle fraction de la droite qu'il s'agisse de troisième force d'union nationale ou d'union du peuple de France.

De même, elle s'élève contre l'attitude de plus en plus antiunitaire du P.C.F. à l'égard des autres forces du mouvement ouvrier dans le même temps où à l'occasion des récents scandales, il s'attaque à la liberté d'expression des journalistes en évitant de porter ses coups contre le pouvoir.

Si, comme l'a dit Edmond Maire, la gauche ne part pas gagnante en 81 elle le doit non seulement à ses divisions — mais aussi selon nous à son incapacité à résoudre les problèmes posés aux masses populaires par la crise à son refus de s'attaquer à ses

causes fondamentales de remettre en question le mode de croissance le type de production, la division sociale du travail, les structures de la consommation et des besoins, la force de frappe, le nucléaire, les systèmes hiérarchiques, le centralisme étatique et le régime présidentiel lui-même.

IL est maintenant clair que ce n'est pas le choix de telle ou telle personnalité — où l'on ne sait quel ticket providentiel — qui peuvent ouvrir des perspectives nouvelles pour l'ensemble de la gauche et du mouvement ouvrier.

Seuls l'élargissement et l'intervention d'une force politique autonome à la fois révolutionnaire démocratique et unitaire, peuvent permettre de transformer la situation à gauche, d'entraîner toutes les forces de changement dans un mouvement d'Unité Populaire efficace.

Le P.S.U. rappelle que de larges couches de travailleurs n'accepteront au tour décisif de l'élection présidentielle de tout mettre en œuvre pour la victoire du candidat des forces populaires que sur la base d'un contrat présidentiel précis, prenant en compte notamment les objectifs centraux des militants autogestionnaires. Le P.S.U. entend, au cours des prochains mois, faire des propositions précises à cet égard, notamment dans les domaines de l'énergie, de la croissance, des problèmes militaires, des droits des femmes, des rapports avec le Tiers-Monde, etc. Ce n'est pas, en effet, dans de simples discussions d'état major improvisées entre deux tours de scrutin que doivent se négocier d'éventuels accords unitaires. Ceux-ci doivent être préparés au grand jour dans une confrontation permanente des propositions et des pratiques militantes de chaque courant de la gauche.

LA D.P. du P.S.U. appelle les militants syndicalistes, tous ceux qui dans les nouveaux mouvements sociaux mènent les luttes pour les droits des femmes, pour la défense des minorités, pour des objectifs écologiques et en particulier antinucléaires, tous ceux qui à gauche et à l'extrême-gauche, veulent tirer la leçon des expériences décevantes vécues depuis cinq ans, aider à développer cette force pour élargir les luttes sociales et faire progresser les solutions politiques en faveur d'une issue à la crise, conforme aux intérêts et aux aspirations des travailleurs, à une société nouvelle autogestionnaire et socialiste.

C'est le sens que le P.S.U. entend donner à la campagne qu'il mènera pour les élections présidentielles et à laquelle il invite à participer tous ceux qui partagent ces perspectives.

alternatives régionales

Plusieurs mois après son lancement, où en est la campagne « Alternatives régionales » ? La Direction politique a voulu faire un bilan sur cette question et vous trouverez le compte-rendu de son travail ci-dessous.

D'autre part, cette rubrique : « Alternatives régionales » de T.S. se voudrait régulière. Cela dépend de vous et des compte-rendus que vous nous ferez parvenir.

Enfin, nous vous signalons qu'un nouveau tirage de la brochure est en cours. N'hésitez donc pas à en commander à la C.N.E. (3 F l'exemplaire, 2 F par 10 exemplaires).

Albert ROSSE

compte-rendu de la commission alternative de la D.P.

Une première remarque : un certain nombre de « régions » ont débuté le travail sur les alternatives régionales. Ce travail y est plus ou moins avancé.

— la Dordogne, la Bretagne ont déjà publié un document ;
— la Picardie, la Provence-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées ont des enquêtes en cours.

Afin de suivre cette campagne et à partir des premières remarques faites, la commission se propose les moyens suivants :

1°) A l'intérieur de la D.P., un informateur par région est aujourd'hui désigné pour y remonter des renseignements sur :

— l'existence et l'avancement des travaux ;
— les questions posées, résolues ou non ;
— les débats qui ont lieu ;
— les aides souhaitées par les différentes commissions nationales (C.N.A., C.N.E., Commission Economique, Secteur Femmes).

2°) Durant chaque D.P. se réunit la Commission pour :

— faire le bilan des expériences existantes ;
— diffuser ces différentes expériences ;
— proposer les aides dont elle est capable ;
— demander à chaque commission nationale un support théorique ou chiffré en fonction des besoins.

Ces échanges sont importants en particulier pour les fédérations de province disposant de peu de moyens.

3°) Chaque semaine, dans T.S.-Hebdo paraîtra un article avec, soit :
— la description d'une expérience ;
— la transcription des débats de la Commission en D.P. ;
— des éléments de réponse aux questions ;

— chiffres nationaux I.N.S.E.E. population, emploi, catégories sociales ;

— chômage par catégories ;
— répartition des multinationales, leur politique de restructuration ;
— bibliographie.

Observations générales sur cette campagne :

● elle nécessite un investissement à long terme (par exemple, pour la région de Compiègne, la récolte des documents a demandé environ 6 mois).

● Elle permet de nombreuses rencontres avec des gens extérieurs au Parti, et pour les informations, et pour les propositions.

● Elle permet des discussions « plus théorique » à l'intérieur des sections à partir de problèmes concrets tels les créations d'emploi, la réhabilitation des formes de travail à la campagne et de production artisanale, les alternatives énergétiques régionales.

L'aspect nécessairement technique doit être corrigé aux différentes étapes de l'élaboration par des débats avec les gens intéressés (organisations syndicales, associations, catégories de population).

L'objectif de ce travail n'est pas de faire un dossier technocratique ou un 8° plan régional mais de donner un contenu concret à ce qui risque sinon de rester au niveau de slogans tels que « Vivre, produire, travailler autrement au pays ».

ARMÉE

International

où l'on occupe l'armée...

En raison d'une grande crise du logement à Tübingen, cinq cents étudiants et jeunes ouvriers ont occupé une maison dans la rue Ludwig, le soir du 28 novembre. Ils exigent que cette maison soit mise à leur disposition comme logement.

Le propriétaire de la maison est l'administration fédérale qui régit les biens de l'État. Mais le droit d'en disposer revient à l'armée française (F.F.A.).

La maison est restée inoccupée pendant plus d'une année après que les officiers français avaient déménagé à l'occasion d'une réorganisation des troupes françaises.

Les étudiants et les ouvriers revendiquent le droit de vivre en communauté d'habitation et de disposer librement d'eux-mêmes.

Annette Günzler au nom des Occupants
A. Günzler, Ludwigstr. 15
74 Tübingen

elles des immigrés nouvelles des immigrés nouvelles des immi

L'offensive anti-immigrés bat son plein malgré quelques échecs notamment pour la mise en place d'une législation légalisant les pratiques quotidiennes.

Voici quelques sources d'informations qui permettent aux militants de suivre l'évolution de la situation et des luttes et de constituer une documentation :

MIGRANTS NOUVELLES

Ce bulletin du Centre nationale de documentation pédagogique (C.N.D.P.) paraît tous les mois sous forme de cahier de 20 à 30 pages et donne classée par rubriques (l'immigration en France, formation des adultes, enfants et jeunes, pays d'émigration, informations internationales) une information très variée provenant de la presse officielle (J.O., B.O., publications des ministères), de la presse nationale (*Le Monde*, essentiellement), de la presse internationale, mais aussi de multiples organisations officielles ou non, qui s'occupent de T.I. C'est simple, c'est pas cher, et ça apporte beaucoup !

Prix de l'abonnement : 1 an (10 numéros) = 20 F.

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de M. l'Agent comptable du C.N.D.P. et envoyé au C.N.D.P.-Migrants, 4, rue de Stockholm, 75008 Paris. Tél. 293.39.67 et 283.54.3.

HOMMES ET MIGRATIONS-DOCUMENTS

Chaque quinzaine, *H et M.-D.* présente un dossier, 15 à 30 pages, suivi de chroniques en trois ou quatre points. Derniers dossiers publiés :

- Travailleurs immigrés marocains investisseurs au Maroc ? (15 p., n° 975).
 - Les marchés matrimoniaux étrangers en France (30 p. n° 976).
 - Les immigrés ont-ils davantage d'accidents de travail que les français ? (12 p. n° 977).
 - La migration dans la région Ile-de-France en 1978 Préfecture de Paris (23 p. n° 978).
 - La formation professionnelle pour les travailleurs migrants (17 p. n° 979).
- Hommes et Migrations* publie par ailleurs, hors abonnement, des « études », des « numéros spéciaux statistiques », du matériel pour l'alphabétisation et la promotion sociale.

Abonnement à : *Hommes et Migrations-Documents*.

1 an = 120 F à l'ordre de Amanah-Hommes et Migrations, 40, rue de la Duée, 75020 Paris. C.C.P. 1200-16 H Paris.

FASTI-DOC

Ce bulletin de quelques pages conduit par la FASTI fait le point une ou deux fois par mois sur un problème précis. Quelques exemples de problèmes traités en 1979 :

- Le renouvellement des cartes de travailleurs étrangers handicapés (n° 2).
- Immigration familiale, l'accès au travail (n° 3).
- Les travailleurs saisonniers étrangers (n° 4).
- L'emprisonnement des étrangers sur le point d'être expulsés (n° 5).
- La formation continue (n° 9).
- Le permis de conduire et l'assurance (n° 10).
- Les conflits individuels du travail, les juridictions compétentes (n° 13).
- Situation des comoriens, des djiboutiens, et des laotiens (n° 14).

Abonnements à FASTI : 4, square Vitruve, 75020 Paris, tél. 360.84.41. 1 an = 50 F.

MIGRATIONS SANTÉ

C'est l'organe d'information du comité médico-social pour la santé des migrants (de Paris : il existe en effet de multiples groupes régionaux qui confrontent périodiquement leurs expériences) le bulletin s'efforce de réunir et de diffuser toutes les recherches, les idées les expériences, concernant des actions menées dans le domaine médico-social auprès des étrangers et de leurs familles. Dans les derniers numéros :

- Bilan de la diffusion de *Migration-Santé* ces trois dernières années :
 - Un cas clinique, M. B. ou les effets d'une cicatrice antérieure.
 - L'enfant immigré au congrès international de l'enfant de Paris.
 - Prise en charge sociale des malades tuberculeux.
 - Une expérience de service social avec des T.I. africains tuberculeux.
 - Actualités.
- Le comité publie aussi une série « études et documents sur le milieu migrant », une série : « information médico-sociale en milieu migrant », et

des livres bilingues : « se faire comprendre à l'hôpital ».

Le comité de Paris sans vouloir s'imposer, ou imposer ses lignes d'action, peut apporter une aide localement à ceux qui veulent entreprendre une action santé. Enfin, il a organisé à Paris, un centre de documentation sur tous les aspects de la vie des Travailleurs immigrés.

Abonnements à *Migration-Santé* : 1 an (4 parutions) 25 F, par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Comité médico-social pour la santé des migrants, 23, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. 233.24.74.

SANS FRONTIÈRES

Après sept numéros 0, le n° 1 de *Sans-Frontières* « bi-mensuel de l'immigration » vient de sortir. Ce journal, fait par les immigrés, pour les immigrés, est désormais vendu dans les kiosques et par abonnements absolument nécessaires à sa survie. En effet, *Sans-Frontières* a déjà un procès intenté par le député du 18° : Jean-Pierre Bloch, dont on connaît la sollicitude pour les jeunes T.I.

Sans-Frontières, se propose d'aborder tous les quinze jours, tous les problèmes des T.I., problèmes de la vie quotidienne, des pays d'origine, du tiers-monde, problèmes culturels...

Pour survivre, *Sans-Frontières* a besoin de 2 000 abonnements.

Abonnement 1 an : 160 F à l'ordre de : *Sans-Frontières*, 35, rue Stephenson, 75018 Paris, C.C.P. 4209-00 F Paris.

PRESSE ET IMMIGRÉS DE FRANCE

La revue de presse du Centre d'information et d'études sur les migrations méditerranéennes (C.I.E.M.M.) est publiée deux fois par mois.

Sont répertoriés au jour le jour tous les articles parus dans la presse quotidienne nationale et régionale, dans la presse syndicale et autres périodiques (y compris T.S.). Le C.I.E.M.M. sort aussi des dossiers : « problèmes et événements, point de vue », dont voici les titres pour 79 :

- Grève des loyers — remise au point — réplique du G.I.S.T.I. à la SONACOTRA (n° 5).
- Les immigrés en France aujourd'hui ? (réflexion d'un groupe œcuménique (n° 5)).

- L'admission en France des étudiants étrangers (G.I.S.T.I.) (n° 7).
- Les projets de loi Bonnet et Stoleru dans la presse (n° 8 et 10).
- La condition immigrée (n° 9).

Abonnement à *Presse et immigrés en France*.
1 an : 130 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : C.I.E.M.M., 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 372.49.34, C.C.P. 17 787 12 N Paris.

SIMPLIFIONS LA VIE ADMINISTRATIVE DES ÉTRANGERS

Dossier élaboré par S.O.S.-*Refoulements* (qui regroupe 29 organisations allant des organisations autonomes de T.I. comme : A.M.F., C.T.A., F.A.T.E., U.G.T.S.F., FETRANI, MOTIF, ASEC, UTIT, M.T.M., à la *Ligue des Droits de l'Homme*, en passant par les MAS, C.S.C.V., CIMADE, GISTI, FASTI, CUF, C.F.D.T...) pour répondre aux réponses aux 22 questions que M. Barre s'est posé à lui-même pour justifier sa politique. Commentaires clairs, exemples concrets, dessins humoristiques.

Prix unitaire : 5 F.
S.O.S.-*Refoulements* a des correspondants dans plusieurs arrondissements à Paris, dans la région parisienne (5) et dans toute la France (13 localités).

Une permanence est assurée tous les jours de 18 h à 20 h. 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 372.75.85.

LES EXPULSIONS D'IMMIGRÉS DANS LA RÉGION STÉPHANOISE

La Commission extra-municipale de l'immigration de St-Etienne, et une vingtaine d'organisations parmi lesquelles le P.S.U. de St-Etienne n'est pas le moins actif, ont réuni un certain nombre d'exemples concrets de refoulement, refus de séjours, expulsions. Ces faits illustrent avec quelle « générosité » l'administration applique les textes, refusant le regroupement familial y compris pour des français musulmans ! A partir de cette expérience, un collectif « anti-expulsion » a été mis sur pied.

Des informations peuvent être obtenues auprès de la Fédé de la Loire, 3, rue Désiré-Claude, 42100 Saint-Etienne, tél. 33.29.05.

L'INVITE, du P.C. au P.S.U. !

Comme vous le savez, les gouvernements membres de l'O.T.A.N. viennent de prendre une décision d'une extrême gravité : accepter les propositions américaines d'installer en Europe, sur les frontières de notre pays, près de 600 fusées Pershing II et missiles Cruise.

Sans doute, comme nous, vous mesurez le danger et la menace que constitue une telle décision. Menace pour la sécurité de notre peuple et de notre pays, pour la sécurité européenne, pour la détente et la paix.

Cette décision tourne le dos à la volonté des peuples de voir s'engager un processus de réduction des armes, en premier lieu nucléaires, et relance une véritable escalade de la course aux armements.

Il n'est pas besoin de souligner les risques de conflits aggravés qui en découlent, ni les conséquences pour le développement des pays et le bien-être des peuples.

Cela signifie également un renforcement de la domination des Etats-Unis sur les pays de l'Europe occidentale et la mise à la disposition sous une forme déguisée de l'arme nucléaire à la République fédérale allemande.

Devant une décision aussi lourde de dangers, nous considérons qu'une riposte immédiate, manifestant clairement la volonté des forces de paix de notre pays, s'impose.

De grandes actions unitaires se sont déjà déroulées avec une large participation dans divers pays.

De nombreuses organisations internationales appellent à la mobilisation des peuples et demandent à toutes les forces politiques et syndicales de prendre des initiatives.

Il faut que les Françaises et les Français attachés à la paix, à la coexistence pacifique fassent entendre leur voix pour dire non à l'installation des nouvelles fusées américaines en Europe et pour exiger l'ouverture immédiate de négociations permettant la réduction des armes nucléaires et conventionnelles.

Nous proposons en faveur de ces objectifs une initiative nationale de la plus grande ampleur, dont la forme pourrait être déterminée par toutes les organisations et mouvements désireux d'y participer. A cette fin, et compte tenu de la gravité et de l'urgence, nous nous permettons de vous inviter à une réunion le :

**SAMEDI 15 DECEMBRE
A 16 H 30**

Au siège du Comité Central du Parti communiste français.

sur les euromissiles

La « modernisation » des armes atomiques en Europe par les missiles Cruise (de croisière) et Pershing 2, n'est pas à isoler d'un contexte global qui est celui de la course aux armements.

Le P.S.U. remet globalement en cause le régime soviétique, mais, il faut se rendre compte que ce sont les U.S.A. qui orchestrent toute la campagne alarmiste pour des raisons d'intégrations idéologique, financière et industrielle de l'Occident. Nous assistons à un déferlement d'informations contradictoires et fallacieuses sur la réalité du danger soviétique.

L'U.R.S.S., coincée dans la logique du langage nucléaire, tend à renforcer cette campagne par sa propre « modernisation ». Les partisans du pro-nucléaire en France, malgré le détachement de celle-ci du commandement intégré de l'O.T.A.N., sont pris en fait dans cette nouvelle phase de course aux armements. Et ils devront moderniser soit en soutenant la fabrication nationale de ces nouveaux armements, soit en les achetant.

Le P.S.U. a toujours pris position contre le ralliement aux armements nucléaires par la gauche. Nous considérons la thèse d'un maintien en l'état qui permettrait de modérer ce ralliement, comme étant illusoire. La phase de modernisation actuelle par la pression des U.S.A. et de la R.F.A. le démontre clairement. Il faudra donc que la gauche fasse un choix entre le refus de la logique nucléaire et la course à la modernisation. Le P.S.U. n'est pas le seul à tenir ces propos. En effet, dans certains pays, comme la Hollande, la Belgique, la R.F.A., se trouve un vaste mouvement pour poser clairement le problème.

Pour le P.S.U. la transition au socialisme ne peut reposer que sur l'option du désarmement, et celle d'une neutralité active. Pour l'heure, nous devons saisir l'occasion de ce débat sur la modernisation nucléaire pour tenter dans un délai de trois ans de casser les décisions de l'O.T.A.N. qu'il faut soumettre au contrôle de l'opinion populaire, et d'enrayer l'engrenage de la course aux armements. L'enjeu est de freiner la militarisation de la société dont se sert le pouvoir pour gérer la crise.

Résolution adoptée à la Direction politique du 15 et 16 décembre.

par les femmes, bien sûr, mais cette lutte pour cette liberté qui n'est qu'un droit, même si elle est spécifique aux femmes, dans son contenu et dans ses résultats, n'est pas, ne peut pas être envisagée dans un autre contexte, être prise en compte par d'autres organisations avec « leurs » formes d'interventions et d'expressions qui leur sont propres.

Il faudrait cesser de constamment raisonner de manière mécaniste et de refuser de voir la réalité, c'est-à-dire l'interpénétration des luttes sous des formes organisationnelles et structurelles différentes.

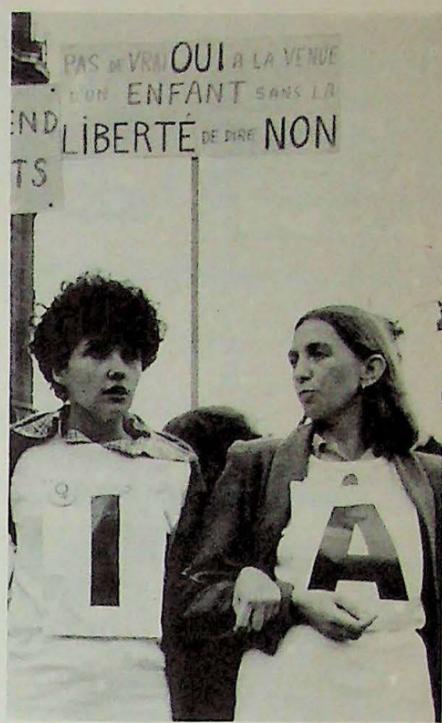
Le combat pour le droit des femmes à la contraception et à l'I.V.G., est celui des femmes. C'est le mouvement des femmes qui en a été l'initiateur, le porteur, et qui le reste. Mais parallèlement, de nombreuses organisations et structures non strictement à composantes femmes existantes ou qui se sont récemment constituées, ont mené elles aussi un combat sur l'I.V.G.

Les deux termes de la problématique ne sont pas à opposer or, il semblerait que le P.S.U. ait privilégié, hyperprivilégié une forme de lutte et l'organisation par rapport à l'autre alors qu'elles étaient en rapport dialectique réels et que l'une ne pouvait exclure l'autre.

Dans le parti, a été privilégiée la manifestation femmes du 6 octobre. Cela est positif, là n'est pas la question, mais pourquoi avoir fui devant l'évidence suivante :

Il existe des mouvements femmes, il existe des collectifs loi Veil qui avant même la manif des femmes du 6 octobre ont éprouvé le besoin d'avoir une expression publique centralisée. Dans les collectifs loi-Veil, cartel d'organisations aux composantes différentes selon les localités, le P.S.U. était et reste engagé. Très clairement, au moment où s'est posé, dans ces collectifs, le problème d'une manif centrale, beaucoup de camarades du P.S.U., en particulier des femmes se sont interrogées et ont été désorientées parce que toutes les déclarations du P.S.U. semblaient — je dis semblaient — manif femmes du 6 octobre avec manif organisée par différentes organisations mixtes.

Certains camarades du Parti se sont interrogés sur le bien fondé de la non-mixité de la manifestation du 6 octobre. On a fait comme si ces interrogations n'existaient pas, et au lieu de poser les vrais problèmes, on a dit : manif mixte, c'est une magouille de la ligne à abattre. Les deux questions étaient justes, les deux réponses étaient erronées :



tiser les changements et de les capitaliser ponctuellement résidait dans une manifestation de masse. Manif du 6 octobre et manif du 24 novembre n'étaient pas contradictoires. Pourquoi le P.S.U. s'est-il tant investi pour le 6 et si peu pour le 24 ?

- Par peur de laisser croire au mouvement femmes qu'on le trahissait en manifestant avec des organisations traditionnelles alors qu'une partie de ce même mouvement femmes a participé à la manif du 24, sans se lamenter sur le fait que le P.S., le P.S.U., la Ligue, appelaient elles aussi : pour beaucoup de femmes cela a été le symptôme d'une petite avancée de leur lutte de dix ans dans des organisations traditionnelles. Ce n'est pas négligeable, car le but du mouvement femmes, même s'il est strictement autonome dans ses décisions et ses actions, et il doit le rester, n'est pas non plus de rompre avec tout et de se condamner à son auto-renouvellement sans avancée hors du mouvement femmes des idées issues de ce mouvement. Il faudrait se rendre compte que ce qui nous apparaît de manière interne au P.S.U. comme magouille n'apparaît pas aux yeux du public. Si la lutte est juste, et que nous disions « magouille », nous ne pouvons pas être compris.
- Par peur de l'échec — raison de plus pour y être, car il ne fallait pas donner l'impression de lâcher au moment où on est plus sûr du rapport de force, et de laisser croire que notre conscience politique se limitait au mouvement des femmes.
- Par manque de clarté politique sur les rapports entre partis et mouvements sociaux.

Nous n'avons pas pu tenir les deux bouts de la chaîne. Bien sûr, nous sommes apparus en tant que P.S.U., mais bien peu, et au prix de difficultés considérables au jour de la manif elle-même.

Tout n'est pas négatif pour le 24, mais les questions posées restent posées. Qu'allons-nous proposer au P.S.U. au sein des collectifs loi-Veil en particulier après la reconduction de la loi-Veil qui ne change rien.

Nous devons continuer le combat, et entretenir ces structures unitaires, afin de cesser le coup par coup même si la mobilisation dans ces collectifs n'est pas permanente et massive.

Quant à notre pratique de femmes-P.S.U. dans le mouvement femmes, elle n'est pas dictée par le Parti, mais notre réflexion collective dans le parti peut nous aider à la faire avancer sur tous les choix à mettre et à remettre en avant, auxquelles seul le mouvement femmes peut donner toute sa dimension sociale.

Mais les deux pratiques ne sont pas incompatibles, elles sont la condition même de la nécessaire crédibilité du P.S.U., qui ne peut plus dire « oui » du bout des lèvres au nom d'un respect sacré d'un mouvement autonome faussement opposé à d'autres mouvements plus traditionnels, mais combattifs à leur manière, et on ne peut pas leur reprocher de ne pas se battre comme le mouvement des femmes, ou alors ce serait nier la spécificité de chacun.

Il faut dès aujourd'hui savoir s'investir dans toutes les luttes qui ont une dimension anti-capitaliste, et la lutte sur l'I.V.G. est un des lieux où le Parti est à l'heure actuelle le mieux à même de non seulement être présent mais constructif.

Le débat est ouvert, toute contribution sera la bienvenue. **J. ROUSSEAU**

LA RÉPONSE, du P.S.U. au P.C.

Nous avons bien reçu votre lettre d'invitation à une réunion sur le problème de l'installation en Europe des fusées Pershing II et des missiles Cruise.

Nous vous remercions de cette invitation. Cependant les délais très brefs que vous nous proposez ne nous permettent pas de nous y rendre. Nous aimerions, en effet, pouvoir vous soumettre aussi nos propositions sur cette affaire, et tenir compte, pour une discussion unitaire, des positions des différents partenaires.

Pour notre part, nous estimons qu'il faut remettre en cause l'ensemble de la dynamique de la course aux armements en Europe. Nous pensons donc devoir nous opposer à toute mise en chantier en France de fabrication d'engins du même type que les fusées de la génération prévue par l'O.T.A.N. Si nous sommes prêts à unir nos efforts pour le non déploiement des fusées de l'O.T.A.N. nous tenons aussi à mettre tout en œuvre pour l'arrêt, y compris en France, de la production de cette nouvelle génération d'armes.

Il nous faut donc lutter en commun contre toute mesure tendant à engager les industries d'armement dans la fabrication de ces systèmes d'armes à la fois destabilisantes (parce qu'elles n'ont même plus rien à voir avec ce qui s'est appelé ici « armes de dissuasion ») et ruineuses.

Pour être clairs, nous voudrions que puisse s'engager une discussion sur une politique de la gauche en faveur d'un désarmement réel en Europe qui mette en cause par conséquent, la stratégie française actuellement fondée sur l'arme nucléaire. Ceci devrait nous amener aussi à remettre en question la façon dont les deux grands se laissent entraîner dans une spirale nouvelle, et nous appuyons toute initiative en faveur d'un moratoire de fabrication des armes nucléaires de théâtre occidentales et un gel des déploiements correspondants du côté soviétique.

Nous sommes prêts à participer à toute discussion qui admettrait ces éléments de départ. Et nous pensons que la gauche française s'honorerait de prendre ainsi position en faveur d'un neutralisme actif.

Nous sommes par conséquent à votre disposition pour la mise au point d'une date et d'un ordre du jour et nous espérons vivement que les démarches entreprises en faveur d'une action unitaire aboutiront.

femmes analyse-critique de la manifestation du 24 novembre

Contribution Janine Rousseau, Dominique Lambert

Se borner à rendre compte en donnant des chiffres ou en faisant de l'anecdote de la manifestation du 24 novembre à l'appel des 2 organisations : politiques, syndicales, associations, groupes femmes, collectifs loi-Veil... contre la reconduction de la loi Veil, pour la liberté de l'avortement et de la contraception, ne suffit pas à éclaircir les problèmes qu'elle a posés au P.S.U., et plus profondément, il faut être conscient que pour une grande part, cette manifestation nous interpelle en tant que parti, car nous avons fait preuve d'une quasi-totale incapacité politique de comprendre l'événement » autrement qu'en l'interprétant comme la résultante de « magouilles » diverses de la ligne. Le Parti se veut inséré dans la totalité du champ politique et social et ne se donne pas les moyens d'occuper le terrain alors qu'il en a les capacités sans faire du volontarisme en ce domaine (droits des femmes).

La manifestation du 24 novembre se situait dans un contexte historique déterminé, il s'agissait de faire pression sur l'assemblée nationale à la veille du débat parlementaire sur la loi Veil, et dans une dynamique de lutte et une dynamique organisationnelle qui ne peuvent pas se définir comme seulement ponctuelles.

Il ne s'agissait pas de faire un « coup » pour enterrer les problèmes posés par la loi Veil. C'était un moment fort à exploiter. A court terme, cette manifestation a été une des expressions de la volonté d'arracher au gouvernement la liberté en matière d'avortement et contraception, libertés revendiquées en première force

- I. La manif du 6 octobre devait avoir lieu. Elle a été le fait du mouvement autonome des femmes. Elle a été un succès réel. Les problèmes posés nécessitaient une apparition autonome des femmes. Le P.S.U. a eu raison d'être intransigent sur la non-mixité. Le mouvement des femmes est une réalité qui malgré ses contradictions et ses ambiguïtés représente une force massive d'opposition avec laquelle droite et gauche doivent compter. Il doit s'affirmer en tant que tel, il ne doit pas être paternel, pas plus que maternel d'ailleurs.
- II. Mais politiquement, il était faux d'en rester là, car cette manifestation ne pouvait pas exclure la possibilité d'une autre manifestation plus traditionnelle dans son organisation et ses appelants (organisations politiques, syndicales, collectifs loi-Veil, mais aussi groupes femmes etc.).

En effet, le P.S.U. en particulier, engagé dans des collectifs loi-Veil aurait pu prendre l'initiative d'une telle manifestation (ce qu'il n'a pas fait), même en courant le risque d'un échec, et il a laissé le temps et les moyens à la ligne de faire le travail de proposition.

Il ne suffit pas de crier à la magouille pour justifier ses erreurs son manque d'initiative.

Bon nombre de collectifs voulaient une manifestation centrale mixte, bon nombre de camarades, hommes ou femmes, du P.S.U. aussi :

- Pour affirmer la prise en compte par un grand nombre d'organisations de la lutte pour l'I.V.G., etc.
- Pour démontrer de façon publique que la conscience évoluait chez les hommes aussi, et que le meilleur moyen de concrétiser

CALENDRIER POLITIQUE

Prochaine réunion de la coordination immigrés

Mardi 8 janvier, à 19h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.
En préparation: un P.S.U.-Doc, un dossier T.-S.-Mensuel sur les DOM-TOM, des archives.
Envoyez tous documents (tracts, affiches, articles...).

Alter Breton

Le projet Alter-Breton: «mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire».

Le groupe du projet Alter-Breton soutenu par le P.S.U.-Bretagne et des militants écologiques bretons réunit des chercheurs de l'I.N.R.A., de l'I.E.M., du C.N.E.X.O., des enseignants de l'E.N., des agronomes, des paysans et des militants de diverses associations écologiques.

Il a entrepris, avec les faibles moyens dont il dispose, de rechercher les bases d'un éco-développement de la Bretagne, appuyé sur l'utilisation exclusive des énergies renouvelables.

Ce document constitue une étape dans la réflexion que nous souhaitons voir se développer pour la recherche d'une alternative d'une Bretagne nouvelle où l'on vive, travaille et produise autrement.

On peut se procurer cette brochure en la commandant à Paul Trémitin, 4, rue Fari-goule, Drest 29200. L'exemplaire 20 F, + 5 F de port pour un exemplaire, + 10 F pour 2 ou 3 ex., + 3 F par ex. à partir de 4.

Brocante

Une bonne idée de cadeaux pour les fêtes de fin d'année! Des objets antiques seront mis en vente les 19, 20, 21 décembre de 14 h à 18 h et le samedi 22 décembre de 9 h à 13 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Venez nombreux profiter des bonnes occasions, et en même temps effectuer un acte militant en faisant entrer de l'argent dans nos caisses.

M.R.A.P. à la télé

«Une tribune libre» télévisée sera consacrée au M.R.A.P. sur FR3 le mardi 18 décembre à 18 h 55.

Objection

Vient de paraître, une brochure éditée par le journal: *Objection*: Comités de lutte des objecteurs, Défense collective.

Les anti-militaristes face aux tribunaux militaires.

Fête

La fête «il danse, il danse le Gai-Pied» organisée le 25 dé-

cembre à partir de 21 heures au Bataclan (50, bd Voltaire, Paris 11^e).

Au programme: Lala, Alain Z Kan, disco jusqu'à l'aube et la participation des pédalos. Tél. 707.64.19 - 371.07.54.

Canne à sucre

La CIMADE vient de sortir le dernier numéro de: *Cimade-Information*.

Il est consacré aux coureurs de cannes Haïtiens en République Dominicaine. 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. 705.93.99

A Dijon

Le centre d'animation autogestionnaire a ouvert une bibliothèque de prêts et organise des repas «autogérés», les mardi et vendredi midi.

CARTE DU 20^e ANNIVERSAIRE CARTE D'INVITATION CARTE DE VŒUX



COMMANDEZ DÈS AUJOURD'HUI CETTE CARTE (format 158 x 214, papier glacé, 4 couleurs) AU PRIX DE 1 F L'UNITÉ 0,80 F À PARTIR DE 20 + FRAIS DE PORT 1,30 F 3 F À PARTIR DE 20

C'est à la «boutique» du quartier Berbissey, 12, rue du Chaignot qui est aussi le local du P.S.U., du MAN, des objecteurs, du G.L.H., et des artisans du monde.

Synthèse des questionnaires.

Distribution de quelques textes historiques, P.S.U. et extra-P.S.U.

18 h à 20 h 30: Diner.

DIMANCHE 13 JANVIER

9 h 30 à 12 h: débat en petits groupes à partir du livre de B. Charlot et M. Figeat: «l'école aux enchères».

Thèmes de débats proposés:

— 1^o) Le pouvoir: l'autorité dans la société: la domination capitaliste, la conscience de classe. Leur rapport avec l'école.

2^o) Les fonctions dans l'école capitaliste, fonction économique et fonction idéologique.

Quelles luttes contre ces fonctions?

3^o) Méthodes, contenus, sélections, égalité des chances ou égalisation des chances? vrai ou faux problème?

12 h 30 à 13 h 30: repas.

13 h 30 à 17 h: les syndicats enseignants.

Introduction du problème par des camarades enseignants engagés dans les syndicats.

Avec qui agir?

Proposition du secteur parisien pour un colloque sur l'école aux syndicats, mouvements de jeunes, C.S.C.V., C.S.F., U.F.C., etc.

Proposition de la commission école: préparation d'un P.S.U.-Doc Ecole-formation.

Week-end école formation 12 et 13 janvier 80

Afin que nous puissions faire parvenir les billets de congrès aux participants à ce week-end dans les délais convenables, nous vous demandons de renvoyer le bulletin réponse ci-joint le plus rapidement possible à la rue Borromée.

Afin que nous puissions faire parvenir les billets de congrès aux participants à ce week-end dans les délais convenables, nous vous demandons de renvoyer le bulletin réponse ci-joint le plus rapidement possible à la rue Borromée.

Fédération _____
Section _____
Nbe de participants _____

Ordre du jour du week-end: SAMEDI 12 JANVIER

14 h à 14 h 30: accueil.
14 h 30 à 17 h 30: Tour de table sur les préoccupations des participants.

EXCEPTIONNELLEMENT

LA LIBRAIRIE SYROS SERA OUVERTE PENDANT LES FÊTES

LE LUNDI 24 DÉCEMBRE ET LE LUNDI 31 DÉCEMBRE

20% de réduction pour tout achat, à partir de 150 F, de romans, B.D., livres d'art, société, SYROS

LIBRAIRIE SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS M^o Volontaire

SYROS

Les grotesques
J.-P. Cagnat
39 F

Les grotesques. Dessins, caricatures humoristiques de J.-P. Cagnat.



prix Amis de Syros, 29,25 F

Une femme pour mon fils
45 F



Une femme pour mon fils. Ali Ghalem. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, un mariage traditionnel est imposé à Fatiha et Hocine

Fatiha refuse d'accepter la vie quotidienne de la femme algérienne, recluse auprès de sa belle-mère, gardienne autoritaire et vigilante des coutumes.

prix Amis de Syros, 33,70 F

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Deuxième cycle: Les perspectives autogestionnaires, MARDI 8 JANVIER 1980 à 20 heures.

Les fondements de l'idée autogestionnaire par Yvon BOURDET.

MARDI 15 JANVIER à 20 heures.

Autogestion et expérimentation sociale par François DALBERT.

MARDI 22 JANVIER à 20 heures:

Autogestion et planification par Pierre NAVILLE.

MARDI 29 JANVIER à 20 heures:

Autogestion et mouvements sociaux par Geneviève PETIOT.

MARDI 5 FÉVRIER: Autogestion et Démocratie par Christian BERGER.

MARDI 12 FÉVRIER à 20 heures: Autogestion et socialisme par Victor LEDUC.

Toutes les séances auront lieu au F.I.A.P.: 30, rue Cabanis, PARIS-13^e.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à Centre Populaire de Formation Socialiste: 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

s'inscrit au Cycle: Perspectives autogestionnaires.
Règlement pour le cycle: 60 F.
Chèque bancaire C.C.P.
à l'ordre du C.P.F.S.: C.C.P.
15.307.396 PARIS.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Secrétariat: Marie Relandeau
Maquette et collaboration technique: Régis Cogra
Rédaction: tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directeur de la publication: Victor Leduc
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Photocomposition, photogravure, INFORMATIC-PRESS, 13, rue Kléber 93400 Saint-Ouen. Tél.: 259-60.90. impression: S.N.I.L., 75019 Paris.

Changement d'adresse: Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

Numéro de la commission paritaire: 620 32

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs: 1 an: 150 F; 6 mois: 80 F; soutien: 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.